

OTC

ARTSAKH - ARMENIE

Franceinfo

2 Juin 2024

[Arménie : le Premier ministre, en pleines négociations avec l'Azerbaïdjan, doit faire face à l'hostilité d'une partie de sa population \(francetvinfo.fr\)](#)

Arménie : le Premier ministre, en pleines négociations avec l'Azerbaïdjan, doit faire face à l'hostilité d'une partie de sa population

De nouvelles manifestations antigouvernementales ont eu lieu cette semaine en Arménie. C'est une fois de plus l'appétit de l'Azerbaïdjan qui inquiète la petite république du Caucase.

Le Premier ministre arménien Nikol Pachinian est en butte à l'hostilité d'une partie de la population, qui lui reproche de céder trop facilement aux convoitises du maître de Bakou. L'Azerbaïdjan a pris le contrôle du Haut-Karabakh en fin d'année dernière. Depuis, [les deux pays ont repris des discussions](#), l'objectif étant de parvenir à signer enfin un traité de paix et surtout de convenir du tracé d'une frontière commune.

À lire aussi : [Le patrimoine arménien en péril après la victoire de Bakou en plein conflit au Haut-Karabakh](#)

Pour commencer à sécuriser une partie de cette frontière, Nikol Pachinian a dû faire des concessions. En novembre dernier, il a [accepté de rendre à l'Azerbaïdjan quatre villages](#) situés dans le nord-est du pays, dont l'Arménie s'était emparée

dans les années 1990, après la chute de l'Union soviétique. Des villages où plus personne n'habitait et qui tombaient en ruines. Bakou a obtenu leur restitution et les deux pays ont pu commencer à tracer une partie de leur frontière commune, une douzaine de kilomètres en plusieurs tronçons. Ce n'est qu'un début, mais le Premier ministre arménien a salué un jalon très important vers la souveraineté et l'indépendance de son pays.

Une fronde menée par un religieux

L'ennui c'est que sur place les villageois ne l'entendent pas de la même oreille. Beaucoup vivent dans la crainte des soldats de Bakou. Les garde-frontières se sont rapprochés de chez eux. De plus, ces quatre villages commandaient une route stratégique pour l'Arménie, la reliant à la Géorgie par où transitent le commerce et le gaz russe. Mais ce que lui reprochent surtout ses opposants, c'est de n'avoir obtenu aucune contrepartie de l'Azerbaïdjan alors que les troupes de Bakou occupent illégalement des terres arméniennes.

L'archevêque de la province du Tavoush, où se situent ces quatre villages, a rassemblé plusieurs milliers de partisans d'abord sur place puis dans une longue marche vers la capitale. Cette semaine, il a de nouveau appelé à destituer Nikol Pachinian. La fronde ne déplaît pas à la vieille garde prorusse et à Moscou.

Le Premier ministre fait valoir qu'il n'avait guère le choix : il est en effet seul face à l'Azerbaïdjan dans les négociations de paix. Et le rapport de force est très déséquilibré. Bakou est riche, puissante militairement [grâce notamment à l'appui turc](#). Céder ces villages, c'était, dit-il, la seule solution pour éviter une nouvelle guerre. Et une bien plus grande tragédie.

Le Monde

27 Mai 2024

[En Arménie, plus de deux cents manifestants antigouvernementaux interpellés après la cession de territoires à l'Azerbaïdjan \(lemonde.fr\)](#)

En Arménie, plus de deux cents manifestants antigouvernementaux interpellés après la cession de territoires à l'Azerbaïdjan

Des centaines de manifestants sont descendues dans la rue à travers l'Arménie, lundi, pour réclamer la démission du premier ministre, Nikol Pachinian, et protester contre la cession de quatre villages frontaliers à Bakou.

Le Monde avec AFP

Vous pouvez partager un article en cliquant sur les icônes de partage en haut à droite de celui-ci.

La reproduction totale ou partielle d'un article, sans l'autorisation écrite et préalable du [Monde](#), est strictement interdite.

Pour plus d'informations, consultez nos [conditions générales de vente](#).

Pour toute demande d'autorisation, contactez syndication@lemonde.fr.

En tant qu'abonné, vous pouvez offrir jusqu'à cinq articles par mois à l'un de vos proches grâce à la fonctionnalité « Offrir un article ».

https://www.lemonde.fr/international/article/2024/05/27/en-armenie-plus-de-deux-cents-manifestants-antigouvernementaux-interpelles-apres-la-cession-de-territoires-a-l-azerbaïdjan_6235835_3210.html

La police arménienne a annoncé, lundi 27 mai, avoir interpellé plus de deux cents manifestants antigouvernementaux qui tentaient de bloquer des axes routiers de la capitale, Erevan, pour protester contre la cession de terres à l'Azerbaïdjan, dans le cadre de pourparlers de paix. Le ministère de l'intérieur arménien a fait état de « 273 citoyens » arrêtés « pour avoir refusé d'obéir aux injonctions légitimes de la police », dans un communiqué.

Le mouvement de contestation mené par l'archevêque Bagrat Galstania, qui réclame la démission du premier ministre, Nikol Pachinian, a émergé le mois

dernier dans ce pays du Caucase, après que le gouvernement [a accepté de céder à Bakou quatre villages frontaliers qu'il contrôlait depuis les années 1990](#). Lundi, des centaines de manifestants sont descendues dans la rue à travers l'Arménie dans ce que M. Galstanian présente comme une « *campagne nationale de désobéissance* », selon une journaliste de l'Agence France-Presse.

Le régime de M. Pachinian reste inébranlable face à ce défi, malgré les tentatives de M. Galstanian de lancer une motion de défiance contre le premier ministre, qui avait été porté au pouvoir dans la foulée de manifestations pacifiques, en 2018.

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [L'Azerbaïdjan s'affirme comme puissance régionale](#)

Ajouter à vos sélections

Importance stratégique

L'Arménie a rendu vendredi à l'Azerbaïdjan quatre villages frontaliers dans le cadre d'une étape-clé vers la normalisation des relations entre les deux pays rivaux, qui se sont opposés au travers de plusieurs guerres. Cette cession a été suivie d'une nouvelle manifestation ayant réuni dimanche à Erevan des milliers de personnes, qui ont réclamé la démission du premier ministre.

Bagrat Galstanian, un chef religieux de la région de Tavouch, où les villages ont été restitués à l'Azerbaïdjan, a affirmé dimanche qu'il renoncerait à sa fonction cléricale pour se présenter au poste de premier ministre, et appelé à des élections parlementaires anticipées. Mais, selon la loi arménienne, M. Galstanian ne peut pas se présenter au poste de premier ministre en raison de sa double nationalité : arménienne et canadienne.

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [En Arménie, une marche pour protester contre les concessions territoriales à l'Azerbaïdjan](#)

Ajouter à vos sélections

Le territoire cédé revêt une importance stratégique pour l'Arménie, pays enclavé, car il contrôle des tronçons d'une route vitale vers la Géorgie. Les habitants arméniens des localités voisines affirment que cette mesure les coupe du reste du pays et accusent le premier ministre, Nikol Pachinian, de céder des territoires

sans rien obtenir en retour. M. Pachinian assure, de son côté, que sa décision vise à garantir la paix avec Bakou.

Le Monde avec AFP

Armenpress

5 Juin 2024

[Le débordement de la rivière Debed à Lori a causé l'inondation de maisons et la destruction de routes | ARMENPRESS Armenian News Agency](#)

Le débordement de la rivière Debed à Lori a causé l'inondation de maisons et la destruction de routes

EREVAN, 26 MAI, ARMENPRESS: Suite au débordement de la rivière Debed à Lori Marz, des maisons ont été inondées, des routes ont été détruites et, selon des données préliminaires, il y a une victime.

Comme le rapporte Armenpress, le service de secours du ministère de l'intérieur de la République d'Arménie en a été informé.

Le 31ème km de la section Vanadzor-Alaverdi de la route M6 a été inondé, une section de 50 m de long s'est effondrée, plusieurs maisons de la rue Yerkatukhain près de la gare d'Ayrum ont été inondées, une voiture Opel est tombée dans la rivière. La section du village de Shnogh à Teghout a été inondée (selon les données préliminaires, il y a une victime), 1 camion a été bloqué sur la route Ayrum-Alaverdi (complètement dans l'eau, 2 résidents dans la cabine), des maisons et des étables ont été inondées dans la ville d'Alaverdi.

Selon les données préliminaires, une personne âgée est tombée dans la rivière, les opérations de recherche et de sauvetage se poursuivent.

A partir de 8h00, le pont qui enjambe la rivière Debed sur la route menant au village de Karkop de la communauté d'Alaverdi a été détruit. Le village est inondé.

Le pont enjambant la rivière Debed sur la route menant au village d'Akhtala est inondé, et il y a des sédiments et des poteaux tombés sur la voie ferrée.

Sur la route M6 dans la ville d'Alaverdi, dans la rue Tumanyan, sur la route menant au district de Sanahin et sur la section du cimetière de la route M6, la route est complètement inondée, des sections complètement effondrées sont visibles. Le pont reliant la gare de Sanahin à la ville d'Alaverdi est complètement détruit.

Sur le tronçon Shnogh-Tekhut, la route a été complètement détruite par le débordement de la rivière.

Selon des rapports préliminaires, un véhicule transportant un citoyen est dans la rivière sur la section M6-Tekhut.

Dans la communauté de Pambak, sur la section de la route M6 du village de Kobair-Dzoraget, la route s'est complètement effondrée en plusieurs sections. 3 voitures sont bloquées sur ce tronçon.

70 résidents du village de Dzoraget ont été évacués vers une zone sûre.

Tous les cas sont pris en charge par les unités du service de secours du ministère de l'intérieur. 7 unités de combat, 2 groupes opérationnels des unités d'incendie et de sauvetage du département de sauvetage régional de Lori et 2 unités de combat et 1 groupe opérationnel des unités d'incendie et de sauvetage du département de sauvetage régional de Tavush ont été impliqués.

30 unités de combat et 324 sauveteurs travaillent sur le site. 77 personnes ont été évacuées. Les travaux se poursuivent.

Euronews

28 Mai 2024

[Au moins quatre morts dans des inondations en Arménie | Euronews](#)

Au moins quatre morts dans des inondations en Arménie

Les habitants d'une région du nord de l'Arménie commencent à évaluer les dégâts causés par les inondations les plus importantes depuis des décennies.

Au moins quatre personnes sont mortes et des villes et villages ont été coupés du monde, suite à l'effondrement de ponts et à l'inondation d'autoroutes causés par des pluies torrentielles qui ont fait déborder de nombreux cours d'eau.

Les crues soudaines ont également perturbé le passage de la principale frontière entre l'Arménie et la Géorgie, et suspendu les services ferroviaires entre les deux pays.

Voilà déjà deux jours que cette situation météorologique exceptionnelle paralyse une grande partie du nord du pays, obligeant près de 300 personnes à fuir leurs domiciles.

Nor Haratch

29 Mai 2024

Inondations en Arménie : la Suisse déploie des spécialistes du Corps suisse d'aide humanitaire

Berne, 04.06.2024 - Les pluies importantes ont provoqué des inondations qui ont engendré des pertes humaines et matérielles considérables dans le nord de l'Arménie. Dans certaines localités, l'eau et la boue sont montés à près de deux mètres provoquant la destruction de nombreuses infrastructures et habitations. Sur demande des autorités arméniennes, la Suisse déploie des spécialistes du Corps suisse d'aide humanitaire dans

les zones dévastées. Ils seront chargés notamment d'évaluer la solidité des ponts et autres infrastructures. La Suisse prévoit une enveloppe maximale de 500'000 francs pour soutenir les efforts sur place.

Des pluies importantes ont provoqué des inondations qui ont engendré des pertes humaines et matérielles considérables dans plusieurs localités du nord de l'Arménie. Plus de 400 personnes ont dû être évacuées. De nombreuses infrastructures sont endommagées ou détruites, en particulier des routes et des ponts, ainsi que des conduites de gaz et d'eau. Dans certains villages, des bâtiments se sont effondrés et la boue et l'eau sont montées à près de deux mètres. Face à l'ampleur de la catastrophe, les autorités arméniennes ont demandé de l'aide à travers le mécanisme de protection civile de l'Union européenne (EUCPM), en particulier pour des ingénieurs civils.

La Suisse a immédiatement répondu en proposant une aide en ce sens. Après l'acceptation et l'intérêt exprimé par les autorités arméniennes, la Direction du développement et de la coopération (DDC) déploie des membres du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA). Composée de sept personnes, l'équipe comprend des ingénieurs et techniciens en statique. Ils ont quitté la Suisse pour l'Arménie hier soir et ils soutiendront les autorités arméniennes dans l'évaluation de la solidité des ponts et autres infrastructures endommagées.

Déjà active dans le pays et dans le Caucase du Sud, la DDC prévoit jusqu'à 500 000 francs pour soutenir la réponse d'urgence dans les zones sinistrées qui figurent aussi parmi les plus défavorisées du pays. Par ailleurs, la Suisse suit la situation des inondations en Europe et en particulier dans les pays voisins. Elle se tient prête à proposer son assistance aux pays qui en feraient appel.

Nor Haratch

28 Mai 2024

Les actions de désobéissance civile

continuent

Dès le matin du 27 mai, les membres et partisans du mouvement « Le Tavush pour la Patrie », exigeant la démission du Premier ministre Pachinian, ont manifesté à Erevan et bloqué les routes du centre de la capitale. Les forces de police et les « bérets rouges » (les forces spéciales) ont arrêté environ 300 manifestants. La plupart d'entre eux ont ensuite été relâchés.

La police a eu recours à la force contre le député Ashot Simonyan de la faction d'opposition « Hayastan », ils l'ont battu et insulté.

Dans la vidéo diffusée sur Internet, on peut voir qu'un groupe de policiers le sortent de force du bureau du Conseil suprême de la FRA Dachnaktsoutioun, puis le jettent au sol et le frappent. Des insultes à caractère sexuel ont été entendues.

Suite aux violences commises contre le député de l'opposition, une enquête officielle a été diligentée par le ministère de l'Intérieur. Le 27 mai au soir, un policier avait été suspendu de ses fonctions.

Mgr Bagrat Galstanian a déclaré qu'ils marcheraient vers Sardarapat dans la soirée de ce même jour, où ils passeraient la nuit, afin d'y être présents le lendemain matin, le 28 mai, pour commémorer la mémoire des héros.

« C'est un phénomène unique dans l'histoire du monde: une nation qui avait perdu sa patrie, qui avait été génocidée, qui était égarée et n'avait aucun espoir, a déclaré son indépendance seulement trois ans plus tard, face à de grandes armées », a déclaré Mgr Bagrat.

Nor Haratch

28 Mai 2024

[Bureau d'information du Saint-siège : "L'ordre épiscopal de Mgr Bagrat est maintenu, ses fonctions cléricales et administratives ont pris fin" - Nor Haratch](#)

Bureau d'information du Saint-Siège : “L'ordre épiscopal de Mgr Bagrat est maintenu, ses fonctions cléricales et administratives ont pris fin”

En réponse aux questions des médias concernant le statut spirituel de Mgr Bagrat Galstanian, le Bureau d'information du Saint-Siège a publié la clarification suivante :

« Compte tenu de ses responsabilités à la tête du mouvement “Le Tavush pour la Patrie” et de sa participation au soulèvement populaire dans le pays, l'archevêque Bagrat Galstanian a appelé le Catholikos de tous les Arméniens à suspendre ses fonctions cléricales.

La demande de Monseigneur a été examinée par le Saint-Siège et il a été décidé de donner suite jusqu'à nouvelle décision. L'ordre épiscopal de Bagrat Srbazan est maintenu, ses fonctions cléricales et administratives prennent fin.

Pour le reste, l'Archevêque a déjà apporté les éclaircissements nécessaires. »

Le Courrier d'Erevan

4 Juin 2024

[Du budget des Affaires étrangères à la constitution arménienne \(et aux relations avec Ankara\) | Le Courrier d'Erevan](#)

Du budget des Affaires étrangères à la constitution arménienne (et aux relations avec Ankara)

Lors des discussions sur l'exécution du budget 2023, ce 4 juin à l'Assemblée nationale, le ministre des Affaires étrangères Ararat Mirzoyan a rallumé pour aussitôt tenter d'éteindre la vive polémique sur l'adoption

possible d'une nouvelle constitution édictée par Bakou.

Par Olivier Merlet

« L'Arménie et l'Azerbaïdjan ont exprimé l'un face à l'autre une position selon laquelle chacun voit des problèmes et des obstacles importants dans leur constitution respectives pour l'établissement d'une paix à long terme. Cela ne signifie pas du tout que la question des amendements constitutionnels en Arménie fasse l'objet de négociations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ou fait partie de l'ordre du jour, cela n'existe pas », a insisté le ministre des Affaires étrangères, affirmant avec force que toute modification du texte fondateur ne pouvait uniquement relever que d'une décision souveraine de l'Arménie.

En janvier dernier, lorsque les propos de Nikol Pashinyan à ce sujet avaient suscité une vive polémique, ses détracteurs l'accusant de se soumettre ainsi aux desideratas exprimés par Bakou. Il considérait d'ailleurs [à l'époque](#) l'adoption d'une nouvelle constitution comme « *un besoin* », bien préférable à des amendements constitutionnels.

Au cours des discussions de ce matin, Ararat Mirzoyan a également évoqué les relations avec la Turquie. Au député d'opposition Artur Khachatryan (Faction "Hayastan") qui s'inquiétait du statu-quo actuel et d'éventuelles surenchères dans les exigences d'Ankara, Ararat Mirzoyan a répondu en qualifiant de « *très sain* » le dialogue entre les parties et qu'il avait permis de dégager certains accords. « *Les principaux n'ont malheureusement pas encore été mis en œuvre, du fait de facteurs tiers et d'autres facteurs* ». Sans préciser la nature desdits accords, le ministre des Affaires étrangères a toutefois ajouté : « *Nous attendons de la Turquie que ces accords commencent à être mis en œuvre Il est temps pour nous de voir les accords concrètement mis en œuvre sur le terrain* » ».

Réunis à Vienne il y a plus de deux ans désormais, les négociateurs pour la normalisation des relations entre la Turquie et l'Arménie étaient convenus à Vienne d'ouvrir aux citoyens de pays tiers la frontière terrestre entre leurs deux pays. Le poste frontière de Margara, opérationnel depuis janvier dernier après trente ans de fermeture n'a toujours pas réouvert.

5 Juin 2024

[Moscou n'oublie pas l'Arménie, ni le Zangezur | Le Courrier d'Erevan](#)

Moscou n'oublie pas l'Arménie, ni le Zangezur

Dans une interview à l'agence TASS publiée ce 5 juin, Mikhaïl Galouzine, le vice-ministre russe des Affaires étrangères déplore une rupture des contacts diplomatico-militaires entre Erevan et Moscou mais assure que cette dernière est prête à continuer à lui apporter son plein soutien, tout comme à Bakou.

Par Olivier Merlet

Bien qu'il souligne que les contacts bilatéraux ne soient pas interrompus - *Nikol Pashinyan était à Moscou il y a un mois et s'est longuement entretenu avec Vladimir Poutine* -, Mikhaïl Galouzine constate : « *il n'y a pas eu de réunion des ministres des Affaires étrangères depuis novembre 2023. Les partenaires n'ont pas montré d'intérêt pour notre proposition d'élaborer et de conclure le prochain plan de consultations interministérielles* ». De même concernant le secteur de la défense, le premier adjoint de Sergei Lavrov note la « *diminution de la dynamique des contacts* » dont la Russie ne saurait être tenue pour responsable. *Ce n'est pas notre faute. Nous y voyons le résultat de la pression exercée par les Occidentaux, qui tentent de forcer Erevan à minimiser les liens avec notre pays* », affirme-t-il.

Selon le vice-ministre russe des Affaires étrangères lui, Erevan, semble vouloir « *profiter d'un moment où l'Occident manifeste un intérêt accru pour le renforcement de sa coopération, y compris dans le domaine de la sécurité* ». « *Toutefois* », ajoute-t-il, « *des décisions irréfléchies, qui garantiront aux Occidentaux un accès total aux bases de données nationales et aux informations sensibles pour la sécurité du pays, non seulement menacent la souveraineté de l'État en fin de compte, mais peuvent également rendre objectivement impossible le retour à un travail conjoint sur la construction d'un espace de défense commun avec la Russie et d'autres alliés de l'OTSC. Peu importe ce que promettent les*

Occidentaux, qui courtisent de plus en plus Erevan, il n'existe aujourd'hui aucune alternative efficace à l'OTSC en tant que mécanisme permettant d'assurer la sécurité de l'Arménie."

Mikhaïl Galouzine précise néanmoins que les portes du Kremlin restent ouvertes et prenant au mot les déclarations du Premier ministre arménien, il conclue sur ce sujet en disant s'attendre à ce que « *la volonté publiquement exprimée par les autorités arméniennes de travailler à l'élimination des moments problématiques et irritants soit mise en pratique. Nous y sommes prêts* ».

Au cours de son interview, le vice-ministre russe a encore évoqué le processus de paix entre Bakou et Erevan dont il a rappelé que Moscou avait déjà accueilli les négociations à deux reprises. « *Nous sommes prêts à continuer à apporter notre plein soutien à la réconciliation des deux peuples frères de Russie* », a-t-il confirmé, sans omettre de préciser « *il est important que de telles réunions soient conformes aux accords trilatéraux signés au plus haut niveau en 2020 et 2022, qui prévoient, outre la conclusion d'un traité de paix, le déblocage des liens de transport et économiques entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie* ».

Nouvelles d'Arménie Magazine

5 Juin 2024

Moscou dénonce à nouveau les patrouilleurs frontaliers de l'UE en Arménie et veut jouer les intermédiaires

Un haut diplomate russe a critiqué mardi 4 juin la mission de surveillance de l'Union européenne à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, affirmant qu'elle espionnait les troupes russes au lieu de défendre le pays.

Dans une interview accordée à l'agence de presse TASS, le vice-ministre des

Affaires étrangères, Mikhaïl Galouzine, a également reproché à Erevan d'avoir refusé une mission similaire proposée par l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), dirigée par la Russie.

« Malheureusement, les dirigeants arméniens ont choisi d'inviter la mission de l'UE, qui ne protège pas du tout les frontières de l'État et se consacre à la collecte de renseignements contre l'Azerbaïdjan, l'Iran et la Russie sous couvert de « surveillance » », a déclaré M. Galuzin.

Les observateurs de l'UE ont été déployés du côté arménien de la frontière en février 2023 à la demande du gouvernement arménien et dans le but déclaré de prévenir ou de réduire les violations du cessez-le-feu. Les 27 États membres ont décidé à la fin de l'année dernière de faire passer leur nombre de 138 à 209.

La Russie, alliée de plus en plus éloignée de l'Arménie, s'est opposée dès le départ à cette mission, estimant qu'elle s'inscrivait dans le cadre des efforts déployés par les États-Unis et l'Union européenne pour évincer Moscou du Caucase du Sud. L'Azerbaïdjan s'est également montré critique à l'égard de cette mission.

Le gouvernement du Premier ministre Nikol Pachinian a défendu à plusieurs reprises la mission, affirmant qu'elle avait permis d'apaiser les tensions le long de la longue et instable frontière. Il a demandé le déploiement de l'UE après avoir accusé l'OTSC et la Russie en particulier de ne pas défendre l'Arménie contre les attaques azerbaïdjanaises.

En mars de cette année, le Parlement arménien a ratifié un accord avec l'UE qui accorde aux observateurs l'immunité de poursuites, garantit leur liberté de mouvement à l'intérieur du pays, les exempte, ainsi que leur équipement, des contrôles douaniers arméniens et interdit aux autorités chargées de l'application de la loi de perquisitionner leurs bureaux et leurs véhicules.

Dans cette même interview à TASS, Mikhaïl Galouzine a confirmé qu'elle était prête à apporter son soutien à la réconciliation entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Selon M. Galuzin, la partie russe évalue positivement la réunion des 10 et 11 mai des ministres des affaires étrangères de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, respectivement Ararat Mirzoyan et Jeyhun Bayramov, au Kazakhstan, sur la promotion d'un traité de paix.

« Cette réunion a permis aux parties concernées de progresser vers la paix et la stabilité dans le Caucase du Sud. Une autre étape importante a été franchie », a déclaré M. Galuzin. « Moscou a déjà accueilli deux cycles de négociations de paix entre Bakou et Erevan, en mai 2023 et en juillet 2023. Nous sommes prêts à continuer à apporter notre plein soutien à la réconciliation des deux peuples frères de Russie, à promouvoir la recherche de solutions mutuellement acceptables et équilibrées afin d'assurer la sécurité et la prospérité de tous les pays de la région. »

Le diplomate russe a également salué le rôle du Kazakhstan, qui a créé une plateforme pour les contacts entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

« Il est important que ces réunions soient conformes aux accords tripartites conclus au plus haut niveau en 2020-2022, qui, outre la conclusion d'un traité de paix, prévoient le déblocage des transports et des liaisons économiques entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, la délimitation de la frontière commune et le développement de contacts par l'intermédiaire des sociétés civiles », a ajouté M. Galuzin.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 20
et avec News.am

EUROPE - FRANCE

Nouvelles d'Arménie Magazine

5 Juin 2024

[L'interview de Marion Maréchal de Reconquête ! - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://www.armenews.com)

L'interview de Marion Maréchal de

Reconquête !

Marion Maréchal de Reconquête !

C'est la première fois que Reconquête !, fondé en avril 2021, se présente aux élections européennes. Il compte néanmoins 4 députés au Parlement européen.

Nouvelles d'Arménie Magazine : L'Arménie est en danger. Ses nombreux sympathisants sont inquiets. Quelles mesures votre liste envisagerait de proposer pour conjurer les menaces existentielles qui pèsent sur son existence ?

Marion Maréchal : Un siècle après le Génocide de 1915, l'Arménie fait face à une nouvelle menace vitale : la conquête islamique de l'Azerbaïdjan soutenue par son parrain turc. L'existence même du peuple arménien est une nouvelle fois menacée dans une indifférence coupable de la communauté internationale. J'ai fait de la défense de la civilisation, le thème central de ma campagne aux élections européennes du 9 juin prochain car les Européens sont menacés du même péril que les Arméniens : le grand remplacement sur leur sol historique et l'islamisation de conquête. Défendre notre civilisation, c'est assumer notre soutien indéfectible à l'Arménie, berceau du christianisme. Défendre notre civilisation, c'est considérer que la survie du peuple arménien sera toujours plus importante à nos yeux que le gaz de Bakou, ou que les menaces proférées par le sultan Erdogan.

Pour cela, nous devons agir dès aujourd'hui et prendre des décisions fermes à l'encontre de l'Azerbaïdjan et de la Turquie. Comme nous l'avons déjà entrepris avec notre sénateur Stéphane Ravier ou notre député européen Nicolas Bay, les élus Reconquête ! qui siégeront à Bruxelles seront les sentinelles de la protection du peuple arménien. Je défends pour la France et l'Europe une diplomatie civilisationnelle : avec nos alliés du puissant groupe des Conservateurs, nous agirons pour stopper toute négociation d'adhésion de la Turquie à l'UE, nous condamnerons systématiquement les exercices militaires conjoints de la Turquie et de l'Azerbaïdjan, nous nous battons pour suspendre les contrats gaziers de l'UE avec l'Azerbaïdjan et nous soutiendrons le renforcement de l'aide logistique et militaire française à l'Arménie.

NAM : Pour vous, le nettoyage ethnique du Haut-Karabagh signifie-t-il la fin de cette question qui se caractérisait par la reconnaissance du droit

des Arméniens à vivre sur cette partie de leur territoire historique et leur droit à l'autodétermination ?

M. M. : En novembre dernier, je me suis rendue en Arménie pour apporter mon soutien aux réfugiés de l'Artsakh. Les témoignages que j'ai entendus m'ont profondément bouleversée : nous, Européens, avons assisté impuissants à un véritable nettoyage ethnique, à l'effacement de toute trace de l'histoire et de la culture arménienne, allant jusqu'à la démolition des églises et la profanation des cimetières. Le régime d'Ilham Aliev mène à la fois une guerre de conquête territoriale et d'éradication culturelle et religieuse. Si nous ne l'arrêtons pas, la guerre d'agression contre le peuple arménien continuera. Je rappelle que la Turquie et l'Azerbaïdjan n'ont pas renoncé à prendre le contrôle du corridor de Zanguezour sur la frontière arméno-iranienne. La position de la France doit être très claire et surtout très ferme : les 120 000 réfugiés arméniens du Haut-Karabagh ont vocation à retourner vivre en paix et en sécurité sur leur terre ancestrale, la République de l'Artsakh même en exil ne doit jamais être dissoute et le Haut-Karabagh doit faire valoir son droit à l'autodétermination.

NAM : On dénombre à 23 les prisonniers arméniens retenus par l'Azerbaïdjan dont huit anciens dirigeants de premier plan de la République du Haut-Karabagh. Quels moyens votre liste serait-elle prête à engager pour obtenir leur libération ?

M. M. : La détention des prisonniers arméniens dans les geôles de Bakou est totalement contraire au droit international et notamment à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme ratifiée par l'Azerbaïdjan. Ce sont des prisonniers politiques et la France doit tout faire pour obtenir leur libération. Si nous sommes élus au Parlement européen, nous utiliserons tous les moyens pour défendre leur cause : résolution du Parlement européen, organisation d'évènements dans les institutions européennes, travail d'influence auprès des délégations des 26 autres États membres.

NAM : Le Parti de la justice et du développement (AKP) du président turc Recep Tayyip Erdoğan se présentera aux élections européennes en Allemagne dans l'objectif de renforcer l'influence de la Turquie au sein de l'UE. Que faut-il penser de cette initiative ?

M. M. : La Turquie d'Erdogan a lancé une grande offensive dans toute l'Europe. Que ce soit en France ou en Allemagne, le régime d'Erdogan est à l'origine de nombreuses ingérences et utilise sa diaspora pour peser sur la diplomatie des

États européens. En Allemagne, on dénombre plus de 4 millions de Turcs et la Turquie dispose du plus grand réseau d'influence sur le continent européen grâce aux 500 mosquées de l'organisation islamique Milli Görüs.

Évidemment, je ne comprends pas pourquoi le gouvernement allemand n'interdit pas tout simplement l'AKP qui est un mouvement islamiste proche de la confrérie des Frères musulmans, qui véhicule une idéologie totalement contraire à nos valeurs de civilisation. Mais il faut aller plus loin car l'ingérence islamiste pro-turque est à l'œuvre au sein même des institutions européennes. Je vous donne un exemple édifiant : notre député Nicolas Bay a révélé que la Commission européenne a versé au nom de la lutte contre « l'islamophobie », une subvention de 31 455 euros à une ONG turque islamiste nommée Yavuz Sultan Selim, dont les représentants expliquent dans leurs déclarations officielles « que la civilisation européenne est une ennemie de l'islam et du prophète ».

Il est temps d'être intraitable avec les ingérences islamistes à Bruxelles et de défendre avec courage, la civilisation européenne. C'est tout le sens de mon engagement politique et c'est la question que chaque français devra se poser avant d'aller voter le 9 juin prochain : voulons-nous l'Europe européenne aux racines chrétiennes qui défend la cause arménienne ou l'Europe musulmane à la botte du sultan Erdogan ? Pour défendre la première option, il faut voter massivement pour la liste que je conduis. n

Propos recueillis par Ara Toranian

Nor Haratch

24 Mai 2024

[Un jardin nommé Charles Aznavour au cœur de Paris - Nor Haratch](#)

Un jardin nommé Charles Aznavour au cœur de Paris



Le 22 mai, à l'initiative de la Ville de Paris et en collaboration avec la Fondation Aznavour, une portion des jardins Champs-Élysées a été nommée en l'honneur de Charles Aznavour. Anne Hidalgo, maire de Paris, Hasmik Tolmajian, ambassadrice d'Arménie en France, Nicolas Aznavour, fils de Charles Aznavour, sa fille Katia Aznavour, d'autres membres de la famille, des artistes français et des personnalités publiques ont assisté à la cérémonie. Une plaque portant l'inscription « Charles Aznavour, artiste français et héros national de l'Arménie » accueillera désormais les visiteurs du parc. Dans son discours, la maire Anne Hidalgo a annoncé qu'une statue de Charles Aznavour sera bientôt installée dans le parc.

En guise de remerciement, la maire Hidalgo s'est vu offrir une bouteille en édition limitée de "ARARAT Charles Aznavour Signature Blend," un brandy créé en collaboration entre Charles Aznavour et le légendaire brandy arménien ARARAT.

Pour les photos voir :

[Un jardin nommé Charles Aznavour au cœur de Paris - Nor Haratch](#)

Institut Tchobanian

27 Mai 2024

[Le Vatican en faveur de l'Azerbaïdjan - Institut Tchobanian](#)

Le Vatican en faveur de l'Azerbaïdjan

Harut Sassounian | 27 Mai 2024 | Tribunes libres



Les dons font pencher le Vatican en faveur de l'Azerbaïdjan

Dans un long article publié sur Irpmedia.irpi.eu en italien le 27 mars 2024, intitulé “Comment le Vatican a contribué à légitimer l'autocratie d'Aliyev en Azerbaïdjan”, Simone Zoppellaro expose l'inclinaison pro-azerbaïdjanaise du Vatican en raison de dons financiers, bien que l'Arménie soit une nation chrétienne, tandis que l'Azerbaïdjan est islamique.

Le 22 février 2020, le dirigeant autocratique de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliyev, et son épouse, Mehriban Aliyeva, vice-présidente du pays, ont effectué une visite d'État au Vatican. Ils ont été reçus officiellement par le pape François, le secrétaire d'État, le cardinal Pietro Parolin, et le secrétaire pour les relations avec les États, l'archevêque Paul Richard Gallagher. Mme Aliyeva était au Vatican pour recevoir la plus haute distinction accordée à un laïc par le Saint-Siège : “La Grand-Croix. Cette distinction est proposée par les évêques diocésains “en signe d'appréciation et de gratitude pour les services rendus à l'Église ou à la société, et réservée aux chefs d'État, aux ministres, aux ambassadeurs et aux membres de la famille royale”. Cependant, la force motrice de l'intérêt du Vatican pour l'Azerbaïdjan est le soutien financier fourni par la Fondation Heydar Aliyev.

Ironiquement, malgré l'intolérance de l'Azerbaïdjan à l'égard des minorités, des dissidents et des autres religions, le Saint-Siège a exprimé son appréciation de “l'ouverture et de l'attitude pacifique de l'Azerbaïdjan à l'égard des différentes confessions”.

Craignant de perdre les dons de l'Azerbaïdjan, le Vatican s'est montré réticent à toute critique de Bakou, en particulier de la part de son propre clergé. Le père Georges-Henri Russyen a été expulsé de l'Institut pontifical oriental parce qu'il critiquait ceux qui ne voulaient pas utiliser la formule “génocide arménien”.

Dans l'espoir de bénéficier de la “diplomatie du caviar” de l'Azerbaïdjan, le Vatican n'a pas voulu dire autre chose que souligner “l'importance du dialogue interculturel et interreligieux en faveur de la coexistence pacifique entre les différents groupes religieux et ethniques”, c'est-à-dire les Arméniens et les Azéris.

Le pape a prié pour les habitants du Karabakh, espérant “que les pourparlers entre les parties, avec le soutien de la communauté internationale, favoriseront un accord durable qui mettra fin à la crise humanitaire”. Même pendant la guerre de 2020, “l’Église n’a pas été capable d’aller au-delà des appels génériques à la modération “à toutes les parties impliquées et à la communauté internationale” pour qu’elles “déposent les armes””.

Le 24 octobre 2023, le Premier ministre Nikol Pachinian a reçu du nonce apostolique José Avelino Bettencourt le même prix que celui décerné trois ans plus tôt à Mme Aliyeva, vice-présidente de l’Azerbaïdjan. Il y a cependant une différence majeure. Alors que Mme Aliyeva a reçu son prix directement du pape, M. Pashinyan a été honoré par un nonce apostolique. Il existe également d’autres différences qui “ont contribué à consolider le pouvoir de la famille Aliyev, malgré les violations des droits de l’homme dans l’Artsakh”.

“Le cardinal Gianfranco Ravasi, président honoraire émérite du Conseil pontifical pour la culture et président de la Commission pontificale d’archéologie sacrée, est le plus haut responsable du Vatican qui a fait le plus d’efforts pour ouvrir un dialogue avec l’Azerbaïdjan.” En 2013, les autorités azerbaïdjanaises lui ont décerné l’Ordre de l’amitié, une haute distinction qui récompense une “contribution particulière au développement des relations amicales, économiques et culturelles entre l’Azerbaïdjan et un État étranger”.

Le cardinal Claudio Gugerotti est considéré comme “le protagoniste du canal privilégié” établi entre le Vatican et Bakou. “Très cultivé et polyglotte, ambitieux et amoureux du pouvoir, le cardinal Gugerotti connaît la famille Aliyev depuis 2002, alors que le président Heydar Aliyev, au pouvoir depuis 1969, était encore en vie.

“Au début des années 2000, Gugerotti a rencontré les autorités azerbaïdjanaises en tant que nonce pour le Caucase du Sud, poste qu’il a assumé en 2001. Auparavant, cette nonciature du Saint-Siège ne comprenait que la Géorgie et l’Arménie. C’était l’époque où la Russie garantissait un cessez-le-feu dans la région, après la victoire de l’Arménie sur l’Azerbaïdjan lors du premier conflit. La haine ethnique qui alimente toujours le conflit commençait à s’apaiser, mais le nonce Gugerotti a qualifié l’Azerbaïdjan de “pays [qui] est un symbole de coexistence pacifique entre des personnes de différentes religions”.

“Dix ans après le début de sa mission de nonce apostolique en 2011, Gugerotti a signé l'accord historique qui, pour la première fois, a réglementé les relations entre Bakou et l'Église catholique. Au moment de la ratification, rappelle un livre de 2019 produit par la Fondation pour la promotion des valeurs morales de Bakou et intitulé “Le christianisme en Azerbaïdjan”, Gugerotti a exprimé sa gratitude au gouvernement (azéri) pour avoir créé les conditions qui ont rendu possible [l'accord], soulignant que notre pays est toujours resté attaché aux principes de tolérance, et notant que l'accord était le premier document de ce type, car le Vatican n'avait jamais signé un tel accord avec un État auparavant.”

Selon M. Gugerotti, “l'Azerbaïdjan a une fois de plus démontré sa tolérance. Le monde entier en est aujourd'hui témoin. Je suis certain que ce document recevra un accueil positif dans le monde international et qu'il restera dans les mémoires comme un grand événement historique. La réaction de la presse dès le premier jour nous donne raison. Au nom du Saint Trône et de la Couronne, je remercie vivement le président Ilham Aliyev et le gouvernement de l'Azerbaïdjan pour tout cela”.

Depuis 2009, la Fondation Heydar Aliyev, dirigée par Mehriban Aliyeva, a financé diverses activités au Vatican : projets de restauration, expositions et concerts. Parmi les autres projets financés par l'Azerbaïdjan figurent les catacombes romaines, les musées du Vatican, la bibliothèque apostolique du Vatican et les églises catholiques de France et d'Azerbaïdjan. Ces dons s'élèvent à un million d'euros.

En 2013, Gugerotti a reçu la médaille Movses Khorenatsi - la plus haute distinction arménienne - des mains du président de l'époque, Serzh Sargsyan, pour son importante contribution aux études arméniennes, mais aussi pour ses efforts visant à renforcer les relations entre Erevan et le Saint-Siège.

L'auteur de l'article conclut que les relations étroites entre le Vatican et l'Azerbaïdjan ont eu pour effet, peut-être involontaire, de renforcer le rôle hégémonique de l'autocratie azérie... ce qui pourrait contribuer à une normalisation diplomatique qui relèguerait au second plan, voire effacerait, les crimes et agressions commis par l'autocratie azérie.

Source :

Publisher, The California Courier

www.TheCaliforniaCourier.com

Traduit de l'anglais par Jean Dorian

Turquie-Azerbaïdjan

Nor Haratch

29 Mai 2024

[Aliev : "L'Arménie doit reconnaître le génocide de Khodjaly et demander pardon"
- Nor Haratch](#)

Aliev : “L’Arménie doit reconnaître le génocide de Khodjaly et demander pardon”

Faisant référence aux développements politiques en Arménie, le président azerbaïdjanais Ilham Aliev a déclaré que « *le nombre de revanchards en Arménie est assez important. Nous suivons également les derniers événements, nous voyons qu'ils tentent de nous présenter des revendications territoriales.* »

Le 28 mai, accompagné de son épouse et de sa fille, Aliev a visité plusieurs régions de l'Artsakh vidées des Arméniens, où les Azerbaïdjanais s'installent déjà, et a assuré aux citoyens réinstallés que « *nous devons être prêts à tout moment. Tout d'abord, il est nécessaire de renforcer notre armée, ce que nous faisons déjà* », a-t-il déclaré.

Lors de la rencontre avec les Azerbaïdjanais transférés à Khodjaly (Ivanian), le président azerbaïdjanais a déclaré : « *L'Arménie doit reconnaître le génocide de Khodjaly et demander pardon* ».

Notons que L'Azerbaïdjan tente depuis des années - et étonnamment, non pas immédiatement après les faits, mais plusieurs années plus tard, par une décision

soudaine – de présenter les événements survenus à Khodjaly en 1992 comme un « génocide » des Azerbaïdjanais par des Arméniens. L'Arménie nie cette affirmation et la qualifie de stratagème de propagande.

Zartonk

4 Juin 2024

[500-Year-Old St. Sarkis Armenian Church In Dikranagerd To Be Renovated – ZARTONK \(zartonkmedia.com\)](https://www.zartonkmedia.com)

500-Year-Old St. Sarkis Armenian Church In Dikranagerd To Be Renovated

The 500-year-old St. Sarkis Armenian Church, in Turkey's southeastern province of Diyarbekir—known historically to Armenians as Dikranagerd—will soon undergo major renovations, reports Anadolu Agency. It is situated in the Sur district, and is owned by the Surp Giragos Armenian Church Foundation.

This church has deteriorated over the years, due to a lack of congregation and significant damage sustained from the twin earthquakes on February 6, 2023.

The Turkish Culture and Tourism Ministry has approved and funded the renovation project set to commence in June 2024. Cemil Koc, Head of the Culture Ministry's Directorate of Surveying and Monuments in Diyarbekir, said, "The church is classified as a first-class monumental structure and is the second-largest Armenian church in Diyarbekir, after the Surp Giragos Armenian Church."

Koc detailed the church's architectural features: "The structure consists of five naves parallel to the apse, featuring wide arches and a wooden-beam, earth-covered roof. The women's gallery, known as the last congregation area, has suffered damage to its columns and arches due to recent earthquakes and human factors."

He further explained, "Our renovation work aims to revive the church and contribute to the tourism of our region and country." Koc added that the renovation initiative began in 2021 with comprehensive surveys and plans for renovation, structural, mechanical, and electrical improvements, which received

approval from the conservation board in 2022.

Despite these preparations, the earthquakes in 2023 exposed severe damage, prompting an immediate response from the ministry. A grant of 5 million Turkish lira (\$154,000) has been allocated for this year to initiate the restoration. However, subsequent phases of the renovation will rely on resources from the Armenian community and additional contributions, Koc noted.

On June 27, Archbishop Sahag II Mashalian, Turkey's Armenian Patriarch of Constantinople, will visit the church and appeal to the community for financial support.

Le Courrier d'Erevan

31 Mai 2024

[Erdogan presse l'Arménie à la signature | Le Courrier d'Erevan](#)

Erdogan presse l'Arménie à la signature

Alors qu'il participait à la "journée de l'Observateur" des exercices militaires turcs « basés sur le maintien de la paix » - EFES 2024 de leur nom de code - le président turc Recep Tayyip Erdogan a conseillé à l'Arménie de se recentrer ses intérêts sur le giron régional et de ne pas « gaspiller » d'opportunité.

Par Olivier Merlet

Depuis Izmir, où il assistait aux exercices de ses forces armées, le président turc Recep Tayyip Erdogan s'est lancé dans un discours où il n'a pas seulement commenté les prouesses militaires de ses troupes. Les tensions sur la scène mondiale et la situation des nombreux théâtres de conflits où il a peu ou prou impliqué son pays étaient aussi au programme.

Arguant de ses « efforts pour garantir la paix, la tranquillité et la stabilité du Pakistan à l'Afghanistan, de la Libye à la Somalie et au Soudan, des Républiques turques aux Balkans », Erdoğan a une nouvelle fois réaffirmé les prétentions

turques à l'hégémonie régionale : « *Nous ne séparons pas La sécurité de tous ces pays, que nous décrivons comme notre cœur, de celle de notre propre nation* ».

N'omettant pas d'y associer celle du Sud-Caucase, Le président turc a affirmé qu' « *avec la libération du Karabakh après 30 ans, une fenêtre d'opportunité véritablement historique s'est ouverte pour une tranquillité permanente dans notre région. Nous pensons que cela ne devrait pas être gaspillé* ». Il a également estimé que « *l'Arménie se rapprochera de la paix à mesure qu'elle se libérera de la captivité des puissances étrangères et de la diaspora. Le peuple arménien doit voir et comprendre que son avenir ne dépend pas de ceux qui chantent des [ghazals](#)* de l'extérieur ou de ceux qui provoquent, mais de ses voisins avec lesquels il a vécu et continuera de vivre pendant des siècles. Il doit faire le nécessaire avec courage* ».

* "Ghazal" , ou genre littéraire moyen-oriental dont la matière principale est la poésie amoureuse destinée à chanter l'être aimé...
